

L'armée française d'aujourd'hui, entre mythes et réalité

Le livre *Manu Militari ? Radiographie critique de l'armée* (1), de Tristan Léoni – qui appartient au courant de la communisation (2) – constitue autant une critique de l'armée française dans la société capitaliste contemporaine qu'une critique des raccourcis antimilitaristes à courte vue sur celle-ci. En effet, l'auteur juge ces discours en décalage par rapport à la réalité : l'armée et la guerre ont profondément muté dans les dernières décennies, ce qui nécessite une actualisation de la critique. Notes de lecture.

Mutation de la guerre et de l'armée

La question des armes et de « qui doit ou peut les porter ? » est une vieille question. « Dans les deux premiers tiers du XIX^{ème} siècle, [...] les gauches s'opposent à l'existence d'un corps de professionnels séparé du reste de la société, trop apte à la réprimer, et veulent généraliser le service militaire. » Le service militaire est vu au XX^{ème} siècle par les chapelles marxistes comme une formation au maniement des armes. Ce sont principalement les libertaires qui animent le mouvement antimilitariste, notamment ceux qui risquent de passer « de longs mois sous les drapeaux. » La suspension du service militaire obligatoire (1997) a bouleversé la critique antimilitariste. L'opposition à l'armée relève donc en grande partie du « folklore suranné » écrit dans une « phraséologie d'antan », qui fait l'impasse sur la longue histoire sur l'enjeu du port des armes par les masses.

Les repères sur l'armée sont brouillés par la fin des « vraies » guerres : « l'alternance juridique paix/guerre/paix » est révolue, des conflits asymétriques et les guerres de libération nationale voient le jour, la guerre a lieu au milieu de la population civile, et elle devient souvent, sous l'œil de l'ONU, une guerre d'intervention (frappes aériennes et unités spéciales) justifiée par des motifs humanitaires ou pacifistes. La critique de gauche prend alors parfois des motifs étranges : dénoncer « l'illégalité » d'une guerre ou encenser telle autre qui apporterait la paix en renversant un dictateur, demander l'intervention de forces armées pour soutenir des rebelles...

Le nouveau problème fondamental, dans le cadre d'une armée devenue très « extérieure » à la société, est alors de maintenir le « lien armée-société », d'où les campagnes

publicitaires creuses. Cette promotion de nouvelles « valeurs », loin des stéréotypes de brutes fascistes en vogue à gauche, rencontre un écho parmi les recruté-es, qui correspondent à un portrait « assez représentatif de la jeunesse française actuelle », cherchant un travail, et pas tellement une vocation. Une fois dans les rangs, les jeunes sont parfois surpris du caractère « ennuyeux[x], monotone, fatigan[t] et désagréable » de la guerre. Pour autant, ce ne sont pas des « chômeurs désespérés » qui sont les principaux recrutés, mais plus des personnes qui viennent de sortir du système éducatif ou en reconversion. L'armée française est une des plus féminisées au monde et attire un nombre non négligeable de prolétaires issus de l'immigration, chez qui l'armée a bien meilleure presse que la police. L'armée peine en réalité à recruter (la situation est meilleure depuis les attentats) et les ruptures de contrat précoces sont nombreuses.

Les moyens ne sont plus là

Le budget de l'armée et ses effectifs ont connu une baisse constante depuis l'effondrement de l'URSS, et malgré l'inflexion récente de tendance sous Macron, ses capacités sont très limitées, que ce soit pour une éventuelle défense du territoire national, ou pour projeter des troupes à l'étranger. Bien que la France soit toujours une des armées les plus puissantes et présentes dans le monde, ses bases permanentes à l'étranger disparaissent et le matériel est globalement vétuste. Ce constat contraste avec le matériel déployé au 14 juillet, qui reflète l'investissement sur les technologies de pointes et les opex, au détriment du budget permanent, et au bénéfice des Sociétés Militaires Privées : « Aujourd'hui, si les militants dénoncent une militarisation de la société, ce que

demandent les officiers c'est une remilitarisation de l'armée. »

Le fascisme qui vient ?

L'auteur considère que l'image de l'armée comme réservoir de putschistes en puissance, sanguinaires et proto-fascistes est un fantasme dépassé. Les quelques coups médiatiques récents sous forme de textes (3), relèvent de l'anecdote. Si les échelons supérieurs de la hiérarchie militaire sont toujours un refuge pour des tendances d'extrême-droite et religio-monarchistes (parmi les généraux, ils sont tout de même une minorité), peu parmi les officiers osent désobéir aux ordres, se mettre en avant médiatiquement ou s'organiser – y compris pour le versement des soldes ou les budgets –, d'autant que le renseignement militaire veille au grain. On peut imaginer l'armée jouer un autre rôle dans le futur, mais pour l'instant, T. Léoni estime que le contrôle de la population par le glissement sécuritaire de la Vème République est déjà bien suffisant pour l'État.

À quoi sert (et ne sert pas) l'armée

T. Léoni discute les différents rôles des armées aujourd'hui, en particulier lors de ses « opex ». Il s'agit de préserver des intérêts économiques (Irak, Afghanistan, Italie au Kurdistan), de faire la publicité pour du matériel militaire (Russie en Syrie), d'assurer la stabilité géopolitique d'une zone d'intérêt dans laquelle le chaos serait dommageable de multiples manières (France au Mali), de gesticulation diplomatique pour faire remonter une côte de popularité... Parfois, les raisons qui poussent un État à intervenir militairement restent floues ou sont multiples, et il faut alors se garder de schémas trop simplistes qui s'avèrent finalement réducteurs après coup (bourbier afghan...). Sur

1. *Le monde à l'envers*, 2018, rééd. 2020
 2. On trouvera de nombreux textes de Tristan Léoni, ainsi que de Gilles Dauvé ou Lola Miesseroff sur le site : <https://ddt21.noblogs.org/>
 3. *La Revue de l'Arsenal* ; « Vivement le putsch ! » ; défilé du général C. Piquemal en 2016 contre l'« islamisation de l'Europe »

J'AI SOU
D'AUTORITÉ
CONTRE CEUX
QUI ONT FAIM
DE LIBERTÉ.

JEAN
 OPÉRATION SARRHANT

CONTRE L'ENCASERNEMENT
REFUSONS LE SNU !

le sol national, l'action de l'armée est souvent appréciée de la population, notamment lors de catastrophes naturelles, et c'est alors son rôle de contrôle et de gestion de la population qui est recherché par l'État, qui donne une illusion de maîtrise même si la situation lui échappe (Fukushima).

Si la lutte contre le terrorisme du point de vue de l'État constitue pour T. Léoni davantage une question de police que d'armée, et ne relève donc pas de la « guerre », la guerre, la vraie, est revenue comme possibilité en Europe avec l'accroissement des tensions géopolitiques, économiques et de ressources naturelles. Des conflits éclatent un peu partout, et certains pays de zones de tensions augmentent leur budget militaire, ou leur service militaire. La course aux armements – matérialisée par la recherche de l'avantage technologique – se poursuit, même si les budgets et capacités de déploiement n'atteignent pas les niveaux de la guerre froide. Pour l'auteur, la guerre du XXI^{ème} siècle, même ultratechnologique et avec une « productivité » des militaires occidentaux très supérieure à leurs rivaux « en voie de développement », nécessitera toujours que des « fantassins pataugent dans la boue », et, à ce jeu, il n'est pas certains que les mieux équipés gagnent toujours.

Pour l'auteur, l'opération Sentinelle, qui n'a absolument aucun impact en matière de lutte contre le terrorisme, a un objectif médiatique et politique : montrer que l'État agit et met les moyens pour protéger sa population. Si visiblement « l'opinion publique » apprécie, les militants eux, s'alarment d'un déploiement de l'armée dans les rues et les gares, première étape vers un supposé

stade totalitaire du capitalisme. Cependant, avec les effectifs déployés⁽⁴⁾, l'équipement des unités et leur entraînement (beaucoup de réservistes), il ne s'agit en rien d'une préparation de la population à la dictature militaire, mais plutôt de « tranquillisation ».

Maintien de l'ordre, guerre civile, révolution

L'armée se préparerait-elle de plus en plus au maintien de l'ordre en France ? Bien que l'armée ait eu ce rôle avant la création des GM (1921) et des CRS (1944), l'intervention de l'armée en maintien de l'ordre doit demeurer exceptionnelle⁽⁵⁾. Le contre-exemple par excellence est la Guerre d'Algérie, mais que peu voudraient reproduire. Ensuite, avant d'intervenir militairement l'État peut agiter l'idée de l'intervention⁽⁶⁾.

Pour l'auteur, même si les tâches de police et d'armée ont tendance à se mêler (« maintien de la paix » à l'international, équipement quasi militaire des policiers...) cela ne signifie par pour autant que les militaires se préparent à « mâter le prolétariat ». « Un flicage classique, la peur du chômage, l'appareil médiatique de la bourgeoisie et la croyance dans les vertus de la démocratie suffisent pour l'instant. »

Certains considèrent que devant l'avance technologique majeure de l'État sur sa population, l'idée de révolution paraît complètement dépassée. Ils oublient que la révolution a peu de chances d'être un affrontement armé classique, mais plutôt une situation insurrectionnelle se déroulant dans un cadre de crise et de décomposition de l'État.

Comment réagiraient les militaires dans le cas d'une répression de

la population nationale insurgée ? « On ne demande ni ne réalise un tir d'artillerie de 155 mm aussi aisément sur un hameau de Kâpissâ que sur le centre-ville de Belfort ou de Montauban... surtout si on a de la famille ou des amis qui y résident, si on y fréquente les bars et restos, et que ses enfants y vont au lycée. » Même si les exemples de refus de participer à une répression nationale ne sont pas légion dans l'histoire de l'armée française (à l'exception célèbre des soldats du 17^{ème} régiment...), cela reste une possibilité pour les militaires, bien plus que pour les policiers.

Conclusion du livre et critique

« Nous allons vers une société de contrôle généralisé et de limitation des libertés publiques qui comprend la multiplication de dispositifs sécuritaires spécifiques ; la lame est suffisamment aiguisée et puissante, il n'est pas nécessaire de la peindre en kaki pour la combattre. » Exit donc les fantasmes de dictature militaire. Pour confirmer cette thèse, l'exemple de l'opération Résilience lancée pour que l'armée appuie la gestion de la crise sanitaire est criant : les effectifs ont été probablement puisés dans la réserve de Sentinelle, ils étaient plus que modestes, limités par les contraintes budgétaires⁽⁷⁾, et avaient un effet principalement anxiolytique sur la population.

Deux sujets sur lequel l'auteur passe peut-être trop vite. La guerre nucléaire est étrangement absente, alors que sa menace a structuré les équilibres géopolitiques du XX^{ème} siècle, et que les récentes tensions mondiales (Iran, Corée du Nord, Israël, USA, Chine) concernent au moins en partie cette question. De même, le SNU inquiète assez peu l'auteur et est vite rangé dans les « fantasmes » militants, comme le retour à un « vrai » service militaire. L'auteur tempère très justement les critiques sur le « formatage » en comparant les faibles moyens du SNU à « l'intense endoctrinement » de l'école, pendant 13 à 15 ans. Cependant, on peut se demander si dans le contexte actuel, malgré ses limites budgétaires et le lien modéré entre l'armée et le dispositif, passer chaque année des centaines de milliers de jeunes sous les drapeaux français relève vraiment de l'anecdote⁽⁸⁾.

zygaena, décembre 2020

Courant alternatif, janvier 2021

4. En comparaison, en 1990, il y avait environ 3 millions de réservistes, contre 53 000 aujourd'hui dans la Garde Nationale, créée en 2016 en réponse aux attentats.

5. La Constitution de la V^{ème} République prévoit un « état de siège » dans le cas d'une déstabilisation de l'État.

6. Dans la période d'agitation ouvrière internationale des années post-68, l'État réajuste ses dispositifs militaires pour faire « éventuellement » face à un soulèvement, mais il s'agira davantage des capacités logistiques de l'armée pour compenser l'effet des grèves que d'attaquer des piquets.

7. Le ridicule ne tue pas, heureusement pour l'armée et l'État, qui déploie un hôpital de campagne de 30 lits (!) en réanimation en 10 jours.

8. On trouvera des textes intéressants à propos du SNU dans un recueil de textes (les Feuilles Antarctiques) sur le site de la bibliothèque anarchiste les Fleurs Arctiques :

<https://lesfleursarctiques.noblogs.org/files/2020/05/LFA-FA01.pdf>